

morer toute la dernière partie des instructions reçues du Gouvernement, mais également cet aveu de Servais même que le projet soumis aux plénipotentiaires luxembourgeois par Delbrück était «en tout point contraire aux promesses contenues dans la dépêche du 19 février . . . et devant servir de base aux négociations.»

A Berlin, à côté des délibérations de la délégation luxembourgeoise avec Delbrück, deux groupes poussaient le projet de la fondation d'une société privée, à charger de l'exploitation du réseau du Guillaume-Luxembourg et de celui, à construire, du Prince-Henri, savoir: le groupe des banquiers déjà nommés Mendel et Bleichroeder et celui du banquier bruxellois Brugmann, de connivence avec le fameux Philippart et sa Société des Bassins Houillers.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le 21 mars Servais reçût de Linden de Bruxelles des télégrammes faisant entrevoir que la Chancellerie du Reich était «favorablement disposée» à l'endroit des propositions Mendel-Bleichroeder. C'est donc envisagé de ce point de vue qu'il faut interpréter le télégramme de Servais à sa délégation de persévérer.

Le 23, Jurion et ses collègues, qui eurent aussi une entrevue avec Brugmann, durent constater que Delbrück restait intraitable. A la réception du rapport de cette journée, Servais télégraphia encore une fois, le 26, pour prier la délégation d'attendre de nouvelles instructions et de ne rien entreprendre. Ce télégramme arriva trop tard, les plénipotentiaires «continuant à ne pas se préoccuper du gouvernement dont ils avaient reçu leur mission» ayant déjà accepté le principe de l'exploitation par l'Etat allemand et déposé au bureau de la Chancellerie «un projet de convention qui différait absolument» de celui que leur avait remis le Ministre d'Etat.

L'arrivée du document, le 28, causa la plus grande consternation au sein du gouvernement grand-ducal. Résultats: le Ministre d'Etat donna sa démission (il la retirera sur les instances du prince Henri) et, «du consentement exprès du Lieutenant du Roi», il rappellera V. Jurion, «principal auteur des déterminations prises pendant sa mission» et que — toujours d'après Servais — J. B. Gellé avait déjà taxé de personnage «absorbant». ²⁰⁾

Comme il avait été décidé que le directeur-général Salentiny se rendrait à Berlin pour ramener Jurion ²¹⁾, et, en tant que président de la délégation, tenter de reparler du projet Bleichroeder, Servais aurait voulu lui fournir plus de détails sur ce qu'il venait d'apprendre par Jules Linden. Mais constatant qu'en présence du fait accompli de Berlin on se récusait de toutes parts, le Ministre d'Etat, désillusionné, en vint à s'indigner dans une lettre adressée le 10. 4. 1872 à Linden: «l'affaire se réduit-elle à une rouerie, à une intrigue?» ²²⁾

Dans sa lettre du 12 avril le consul du Grand-Duché à Bruxelles réfute cette considération et répète que l'imbroglio tourne autour